

*Date de dépôt: 6 juin 2006*

*Messagerie*

## **Rapport**

**de la Commission d'aménagement du canton chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Vernier (création d'une zone de développement 3 au lieudit « Usine à gaz »)**

### **Rapport de M<sup>me</sup> Michèle Künzler**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

La Commission d'aménagement s'est réunie par deux fois, le 24 et le 31 mai 2006, sous la présidence efficace de M. Gabriel Barillier.

Assistent à la séance le conseiller d'Etat Robert Cramer, M. Gardet, directeur, M. Pauli, secrétaire adjoint, M<sup>me</sup> Vasiljevic-Menoud, directrice adjointe de l'aménagement.

Le procès-verbal a été établi par M<sup>me</sup> Delphine Binder, que nous remercions vivement.

### **Présentation du projet de déclassement:**

M<sup>me</sup> Vasiljevic-Menoud présente le projet de modification des limites de zone faisant l'objet du présent projet de loi. Le périmètre concerné est situé dans la zone industrielle du Lignon, à l'angle du chemin de Château-Bloch et du chemin Isaac-Anken. Il fait face au Services industriels et se prolonge jusqu'à la piscine du Lignon. Ce terrain situé en zone industrielle et artisanale est d'une superficie d'environ 35 000 m<sup>2</sup>. Il appartient à l'entreprise Zschokke, qui a fait une demande de déclassement en 2002, afin de revaloriser son

terrain. La zone est gérée par la FTI et par la Ville de Genève qui est propriétaire d'une partie des terrains.

M<sup>me</sup> Vasiljevic-Menoud montre un plan du site, ainsi que des vues du terrain et des alentours. Elle signale qu'une étude d'aménagement portant sur l'ensemble de la zone industrielle a été menée par le Département de l'aménagement, la commune, la FTI et la Ville de Genève. Elle note que l'on a constaté que la zone est constituée de deux grands secteurs :

- le secteur ouest, noyau de la zone, abritant des activités industrielles et artisanales, méritant d'être développé et densifié ;
- le secteur est, abritant des activités du secteur tertiaire, la piscine et la parcelle de Zschokke, qui pourrait être affecté à du logement.

M<sup>me</sup> Vasiljevic-Menoud précise que l'étude prévoit des dispositions d'aménagement pour l'ensemble de la zone, mais qu'aucun PLQ n'a encore été réalisé. Elle signale que Zschokke a l'intention de lancer un concours d'architecture pour la construction de 300 logements et de locaux destinés à des activités au rez-de-chaussée.

Le projet prévoit le déclassement en zone de développement 3 de 35 000 m<sup>2</sup> de terrain.

## Audition

*M. François Dieu, responsable de Zschokke Entreprise Générale pour la Suisse romande, et de M<sup>me</sup> Anne Grossmann, directrice de Zschokke Développement*

M. Dieu et M<sup>me</sup> Grossmann confirment que Zschokke est à l'origine de la proposition de déclassement. L'entreprise a demandé à la commune quelles étaient ses intentions pour la parcelle. La commune de Vernier souhaitait que des logements et des activités ne provoquant pas de nuisances trouvent leur place sur cette parcelle.

Zschokke souhaite déménager ses dépôts afin de rationaliser ses activités. L'entreprise désire organiser un concours pour l'aménagement de ce lieu. L'entreprise reste dans le canton, les activités industrielles seront regroupées au Bois-de-Bay.

Un commissaire demande pourquoi l'entreprise a choisi de déclasser le terrain en vue de construire du logement plutôt que de prévoir l'implantation d'une autre industrie. D'autant que la FTI se plaint du manque de terrain.

M<sup>me</sup> Grossmann indique que la commune souhaitait que le site soit dévolu à des activités tertiaires et à du logement.

M. Dieu répond qu'un programme cadre sera défini. Il note que de nombreux postes de travail se trouvent déjà dans le quartier, en raison de la présence de l'immeuble des SIG. Il indique que des activités de proximité et du secteur tertiaire seront implantées, et précise que le cadre sera défini avec les partenaires publics. Il mentionne que la mixité permet une meilleure maîtrise des mobilités.

Un député socialiste demande quel est l'IUS prévu. Il croit savoir que le Conseil municipal de Vernier a émis des réserves quant au projet et demande lesquelles. Il souhaite savoir si Zschokke est prête à répondre aux demandes de la commune.

M<sup>me</sup> Grossmann indique que les conditions émises par la commune sont les suivantes :

- zone transitoire du côté des villas (immeubles à faible gabarit, correspondant à celui de la zone 4A ou de la zone villas) ;
- pénétrantes ne se limitant pas au seul chemin Isaac-Anken ;
- deux tiers de logements non subventionnés pour un tiers de logements subventionnés.

Elle précise que la densité n'a pas encore été fixée, mais qu'elle est de 1,2 pour la zone de développement 3. Elle note que la typologie du terrain se prête à un dégagement spacieux autour des immeubles. Elle ajoute que l'IUS sera fixé par le plan de quartier.

Le conseiller d'Etat demande combien de temps serait nécessaire à la mise sur le marché des 300 logements dont la construction est prévue, si le déclassement était voté rapidement.

M. Dieu répond que le délai sera celui qui sera imposé par la durée des procédures administratives. Il précise que Zschokke compte avoir terminé son déménagement au début 2008.

M. Cramer ajoute que, s'il n'y a pas d'opposition, le déclassement pourrait être effectif en septembre. Il suggère donc à Zschokke de préparer le concours avant le vote du Grand Conseil, pour le lancer en septembre. Il indique qu'à ces conditions, le PLQ pourrait entrer en force à fin 2006 et l'autorisation de construire à fin 2007. Il note que le chantier pourrait donc démarrer au début 2008.

M<sup>me</sup> Grossmann note que le projet pourrait être réalisé par étapes et que les travaux pourraient commencer ainsi avant la fin du déménagement.

**Discussion :*****1. Faut-il déclasser de la zone industrielle, alors qu'on se plaint d'un manque de place pour accueillir de nouvelles entreprises ?***

Le conseiller d'Etat Robert Cramer souligne qu'il est indiqué dans l'exposé des motifs qu'une extension de la Zimoga est prévue. Ce déclassement d'une zone villas, qui ne permet plus la construction de logements, en zone industrielle, compensera largement la perte de cette parcelle car elle est notablement plus grande.

Il constate que la commission est confrontée à la réflexion sur la zone industrielle. Il souligne que la priorité actuelle est le logement, mais qu'à l'avenir, on sera sans doute confronté à une raréfaction des terrains en zone industrielle. Il relève que de nombreuses questions sont ouvertes : qu'est-ce qu'une activité industrielle ? Quelles sont les activités nécessitant que l'on mette à disposition des terrains à 100 ou 150 francs le mètre carré ? Les activités exercées aujourd'hui en zone industrielle sont-elles des activités industrielles ? Quelles sont les possibilités de densification de la zone industrielle ? Que faire si une grande entreprise sollicite de la place pour s'implanter sur le canton ? Faut-il créer des zones d'activités ? Comment organiser la mixité ?

Le Conseil d'Etat a récemment décidé d'engager une réflexion sur ces questions. Il précise que cette réflexion sera menée de façon transversale, avec le département en charge de l'économie, le département en charge du logement et la FTI. Il mentionne qu'un premier rapport sera rendu au Conseil d'Etat, ce qui permettra d'affiner les interrogations et de définir de nouvelles orientations précises pendant l'année 2007.

M. Cramer estime que si une réponse à toutes ces questions n'est pas requise immédiatement, la réflexion doit néanmoins être préparée. Il rappelle que le Conseil d'Etat a déclaré qu'une de ses priorités était l'aménagement de la zone La Praille-Acacias, qui sera une zone mixte.

Les commissaires socialistes, tout en se réjouissant de la réflexion du Conseil d'Etat, regrettent que les deux déclassements ne se fassent pas simultanément.

M. Gardet explique que le déclassement des communs pose un problème de conformité au plan directeur cantonal. Il indique que ce déclassement figure dans les mesures de mise à jour du plan directeur cantonal (PDC) actuellement en consultation. Il précise que le décalage entre la présentation des deux projets de lois sera d'environ une année.

### ***Pourquoi fixer un DS III dans ce lieu alors qu'il semble très calme ?***

Le conseiller d'Etat M. Cramer indique qu'une réflexion a été menée. Bien qu'une zone villas en DS II jouxte le périmètre et qu'il soit question de construire des logements, le périmètre est tout de même soumis aux nuisances de la petite zone artisanale et de la piscine. Il est donc préférable de choisir le DS III.

**Les commissaires se déclarent favorables au déclassement** car les terrains se prêtent très bien à la construction de logements. Les conditions sont idéales pour le vote de ce projet de loi, le Conseil municipal étant presque unanime et le propriétaire ayant déjà entrepris les mesures nécessaires.

Une seule **opposition** est parvenue à la commission.

Il y est demandé :

- que l'IUS soit fixé à 1,2 ;
- que les nouveaux immeubles soient consacrés à du logement bon marché ;
- que le prix du terrain soit limité à 250 F/m<sup>2</sup>.

Le président rappelle que la commission a déjà discuté de l'opportunité de fixer la densité dans la loi. Il souligne que le rôle du Grand Conseil n'est pas de faire de l'aménagement de détail. Il relève à cet égard que le choix de la zone de développement est déjà un indicateur important.

Il serait délicat de fixer l'IUS à 1,2 précisément et il n'appartient pas à une loi de modification de limites de zones de déterminer le prix du terrain et le type de logements. Ces modifications impliqueraient de recommencer entièrement la procédure

Un projet de loi prévoyait de fixer le prix des terrains en zone agricole, mais un avis de droit à ce sujet concluait au fait que cela n'était constitutionnellement pas possible en raison de la garantie de la propriété. Le Grand Conseil avait décidé de suivre cet avis de droit.

D'autre part, concernant la construction de logements sociaux, même les commissaires les plus acquis à cette cause pensent que cette revendication n'est pas appropriée à ce quartier.

**Les Verts** se déclarent favorable au déclassement, qui améliorera le quartier et permettra le désenclavement du quartier des Libellules. Ils soulignent l'importance de bien réussir cet aménagement, d'inclure plutôt des commerces et de petites activités, car la zone comprend déjà suffisamment de bureaux en raison de la présence des SIG.

Une commissaire verte émet par ailleurs une critique : dans le quartier, des deux côtés de la route de l'Ain, de nombreux projets sont en cours, plus de 1000 logements sont en projet, mais il n'y a pas de plan d'ensemble ! Elle précise qu'elle n'est opposée à aucun PLQ, mais elle regrette qu'aucune réflexion d'ensemble ne soit menée, notamment sur le problème énergétique, ou sur la question des accès. Elle constate que le quartier comprend déjà de nombreux logements sociaux (1500 HBM) et que son aménagement mérite une attention soutenue.

Le quartier s'est développé de manière anarchique : on trouve, en zone industrielle, une école primaire, des activités sportives, un McDonald's... Elle souligne l'importance de mener une réflexion globale et se réjouit que le département s'apprête à répondre à la motion 1463 déposée plus de quatre ans auparavant !

La réflexion, qui devrait être menée de manière globale, devrait permettre de transférer au bord de la route de l'Ain les activités situées actuellement dans la zone industrielle du Lignon. Ces activités sont peu denses et les aménagements nécessaires seront peu coûteux, mais ils permettront de libérer du terrain pour construire du logement dans un environnement bien plus favorable. Elle rappelle que plus de 43 000 voitures passent chaque jour sur cette route et que les nuisances sont donc considérables.

Elle relève par ailleurs qu'une usine à vendre se trouve juste à côté du terrain visé par le déclassement et note que l'emplacement de cette dernière pourrait être lui aussi utilisé pour construire des logements.

**Le groupe libéral** est favorable au projet de déclassement. Il souligne l'urgence de construire du logement et note que ce projet de loi est une occasion de créer 300 logements rapidement. Il partage l'avis de la commissaire verte quant à la nécessité d'une réflexion générale sur l'aménagement du quartier. Il rappelle que depuis plusieurs années, le groupe libéral s'oppose aux déclassements « timbre-poste » et qu'il promeut une vision plus globale pour un aménagement plus cohérent.

Les libéraux sont sensibles à la question de la zone industrielle et ils tiennent à ce qu'une quantité suffisante de terrains restent à disposition ; cependant, il leur semble absolument nécessaire que la FTI se penche sur la question de la densité. Il donne pour exemple les vastes surfaces non occupées dans la zone visée par le déclassement.

**Le groupe PDC** est lui aussi favorable au projet de loi, il partage l'avis des Verts quant à la vision globale qu'il s'agit d'avoir sur ce périmètre. Ce projet pourrait servir de laboratoire concept de la mixité. Il est important de préserver des espaces bon marché pour des activités artisanales.

Ce quartier devrait se développer autour d'une mobilité douce. Il faudrait favoriser les cheminements piétonniers à travers la zone et prévoir un vrai plan d'aménagement de la mobilité.

Comme les Verts, le PDC pense qu'il faut mener une réflexion sur l'énergie, en synergie avec les SIG, qui produisent le chauffage à distance du Lignon. De même, ce quartier qui compte déjà plusieurs expériences d'énergie solaire pourrait servir de modèle.

**Les socialistes** partagent le point de vue du PDC et des Verts. Ils soulignent l'importance de proposer un bon aménagement pour le quartier. Cependant, les socialistes soulignent l'équilibre précaire du quartier. Ils suggèrent d'éviter une densification trop forte et de tenir compte du fait que les équipements publics existants sont déjà surchargés.

**En résumé**, tous les commissaires sont favorables à ce déclassement. Ils soulignent cependant que ce déclassement s'inscrit dans un contexte difficile en s'insérant entre les quartiers des Libellules et du Lignon qui regroupent plus du tiers des logements HBM du canton. C'est pourquoi, contrairement à ce que demandent les opposants, les commissaires pensent que c'est le lieu de déroger au principe des deux tiers de logements subventionnés. A moins que l'on profite de ce déclassement pour réorganiser tout le quartier en regroupant les logements sur ce périmètre et en reconstruisant à la place de certains logements vétustes et très péjorés par la circulation (en valeur d'alarme) les activités qui sont actuellement situées à proximité du terrain déclassé.

D'autre part, ce contexte difficile devrait inciter à faire preuve d'imagination pour recréer un quartier modèle moderne et écologique.

Il faut faire de ce quartier décrié un lieu où il fait bon vivre, un quartier que l'on vient visiter de loin.

## Traitement de l'opposition

Par courrier du 27 mai 2006, adressé au Conseil d'Etat et reçu en chancellerie le 30 mai 2006, la Fédération des associations de quartier et d'habitants (ci-après l'opposante) a déclaré former opposition au présent projet de loi.

Il résulte des articles 16, alinéa 5, et 35, alinéa 3, LaLAT<sup>1</sup>, que les communes et les associations d'importance cantonale ou actives depuis plus de trois ans qui, aux termes de leurs statuts, se vouent par pur idéal à l'étude de questions relatives à l'aménagement du territoire, à la protection de

---

<sup>1</sup> Loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, du 4 juin 1987 (RSG L 1 30 ; ci-après LaLAT).

l'environnement ou à la protection des monuments, de la nature ou des sites ont qualité pour recourir.

L'opposante remplit l'une des conditions fixées par ces dispositions<sup>2</sup>, si bien qu'elle dispose de la qualité pour agir à l'encontre du projet de plan de zone litigieux. Déposée en temps utile, son opposition est dès lors recevable à la forme.

Au fond, l'opposante n'est pas opposée au principe même du déclassement litigieux, en raison de la pénurie du logements, mais estime qu'il serait dépourvu de garanties suffisantes, propres à éviter le sentiment d'un gaspillage de terrains industriels. Elle demande, dès lors, que le projet de loi en cause soit modifié *« en prévoyant que le taux d'occupation du sol soit de 1,2, que les logements prévus soient des logements locatifs bon marché et que le prix du terrain retenu dans le plan financier des logements prévus ne dépasse pas 250 F/m<sup>2</sup> »*. En outre, les activités envisageables dans cette zone devraient être limitées au secteur secondaire, à l'exclusion d'activités commerciales ou administratives.

Il sied de rappeler que le projet de modification de zones litigieux entre pleinement dans les objectifs du PDC actuellement en vigueur. Il est vrai que le point 2.5 du concept de l'aménagement cantonal, dont l'objectif principal est de *« mener une politique active en matière de zones industrielles »*, prévoit des exceptions en recommandant d'*« envisager quelques déclassements ponctuels en vue de changements d'affectation »*, à certaines conditions, propres à éviter de « brader » des terrains industriels, à savoir, pour l'essentiel, la compensation des terrains déclassés. A noter que le PDC n'exige toutefois pas que cette compensation soit simultanée.

A cet égard, il sied de préciser que le territoire cantonal dispose d'un réservoir potentiel très important pour la création de nouvelles zones industrielles avec les terrains surexposés au bruit de l'aéroport et devenus, à ce titre, impropres à l'habitat, bien que formellement situés en 5<sup>e</sup> zone à bâtir, destinée aux villas, anciennement sis en zone NNI B. Certains déclassements ont déjà eu lieu, à l'exemple du secteur du Plantin, à Meyrin, d'une surface de 62 000 m<sup>2</sup>, dont l'incorporation en zone de développement industriel a été confirmée par le Tribunal administratif<sup>3</sup>. D'autres sont d'ores et déjà programmés, à l'exemple du secteur du lieudit «Le Signal», sis en face du site de la Renfile, du côté ouest de la route de Vernier, sur le territoire de la commune de Vernier, de 80 000 m<sup>2</sup>, dont la procédure de déclassement en zone de développement industriel et artisanal sera prochainement engagée, ou

---

<sup>2</sup> ATA du 23.03.2004, A/1607/2003, cons. 3.

<sup>3</sup> Cf. ATA du 5.08.2004, cause A/845/2004 – GC.



encore, pour rester sur la même commune de Vernier, celui des secteurs dits de « Champ-Prévost », à proximité de la route de Meyrin.

En l'espèce, l'exposé des motifs précise que le Département du territoire, en accord avec la FTI, a prévu, au titre de compensation en terme de surface industrielle, de promouvoir le développement d'une extension de la Zimoga au lieudit « les Communs », sur le territoire de la commune de Vernier.

C'est dire que la compensation de la perte d'environ 35 000 m<sup>2</sup> (y compris une bande de terrain sise en zone de verdure) qu'implique l'adoption du plan n° 29395-540, visé à l'article 1 de la loi de modification des limites de zone litigieuse, ne pose aucun problème, le projet de loi litigieux étant parfaitement conforme au PDC. A noter que lors des travaux de la commission, les représentants de l'entreprise Zschokke ont indiqué que les activités industrielles de ce groupe se trouvent déjà en grande partie dans la zone de développement industriel du Bois-de-Bay et qu'il est prévu de centraliser désormais sur ce site toutes leurs activités du secteur secondaire. Ledit groupe est propriétaire de nombreux terrains sur ce site, dont une réserve de 35 000 m<sup>2</sup>, et qui sont actuellement déjà sis en zone de développement industriel, sans qu'un déclassement de terrains sis en zone agricole ne soit nécessaire à cet effet, ce qui répond encore à une autre question soulevée par l'opposante.

Pour le reste, le concept de l'aménagement du PDC préconise la poursuite d'une urbanisation prioritaire en réalisant une densification selon l'indice usuel de 1,2, voire plus (cf. mesures d'application liées au chiffre 2.12 de ce document), dans la zone 3 de développement, située principalement dans la couronne suburbaine. Les plans d'affectation du sol, dont le plan localisé de quartier qui sera appelé à matérialiser les objectifs du projet de plan de zone litigieux, doivent être conformes au plan directeur cantonal et à son concept de l'aménagement cantonal (cf. art. 11A, al. 1, LaLAT). Il apparaît donc inutile, au stade de l'adoption du plan de zone litigieux, de figer l'indice dans la loi. Cela pourrait même, au contraire, s'avérer contreproductif, dans l'hypothèse où la mise au point du futur plan localisé de quartier précité viendrait à démontrer que l'usage d'un indice supérieur à 1,2 apparaîtrait préférable.

En outre, il appartiendra au Conseil d'Etat de statuer sur les conditions particulières applicables aux bâtiments que prévoira le futur plan localisé de quartier appelé à régir le secteur, dont la question du prix des terrains admissible dans le cadre des plans financiers des immeubles à réaliser (cf.

art. 2 LGZD<sup>4</sup>). Outre que cela serait inopportun à ce stade, le Grand Conseil ne peut pas fixer ce prix dans le cadre de la loi litigieuse, sauf à violer le principe de la séparation des pouvoirs<sup>5</sup>. A noter que les terrains en cause se trouvant actuellement en zone industrielle ordinaire, et non pas de développement, leur prix n'est actuellement soumis à aucune restriction.

Il est enfin observé que la coexistence, dans un même secteur, d'activités du secteur secondaire avec de l'habitat est potentiellement délicate en raison des nuisances importantes généralement provoquées par ces dernières. Cette exigence ne va pas forcément dans l'intérêt des futurs habitants de ce quartier. Quoiqu'il en soit, ici encore, il n'est pas souhaitable de figer, au stade de la zone, le choix des activités qui pourront y être admises, outre que cela impliquerait sans doute de devoir recommencer toute la procédure, avec le retard que cela implique. Il reviendra au Conseil d'Etat, dans le cadre du plan localisé de quartier subséquent à la zone, de fixer le détail des activités qui y seront admissibles.

Il s'ensuit que l'opposition formée par la Fédération des associations de quartier et d'habitants doit être rejetée, dans la mesure où elle est recevable.

#### **Vote:**

Le président met aux voix l'entrée en matière sur le projet de loi 9832.

Pour : 14 (2 R, 2 PDC, 2 L, 2 UDC, 1 MCG, 3 S, 2 Ve)

L'entrée en matière est adoptée à l'unanimité des votants.

#### **Vote:**

##### ***Titre et préambule:***

Le titre et le préambule ne suscitent pas d'opposition. Ils sont adoptés.

---

<sup>4</sup> Loi générale sur les zones de développement, du 29 juin 1957 (RSG L 1 35 ; ci-après LGZD).

<sup>5</sup> ATA du 3.09.2002, cause A/81472001, cons. 6 p. 8.

**Article 1:**

Le président met aux voix l'article 1:

Pour: 12 (2 R, 1 PDC, 3 L, 1 UDC, 3 S, 2 Ve)  
Contre: –  
Abstention: –

*L'article 1 est adopté à l'unanimité des votants.*

**Article 2:**

Le département devait vérifier si l'attribution du DS III était adéquate.

Après consultation des services compétents, il est établi que le DS III s'applique à ce périmètre pour les raisons suivantes:

- fort trafic pendant la journée (les valeurs limites du DS III sont dépassés sur quelques mètres pendant la journée; celles du DS II le sont donc largement);
- piscine;
- mixité du quartier.

Le président met aux voix l'article 2:

Pour: 12 (2 R, 1 PDC, 3 L, 1 UDC, 3 S, 2 Ve)  
Contre: –  
Abstention: –

*L'article 2 est adopté à l'unanimité des votants.*

**Article 3, à ajouter:**

Aucune opposition ne se faisant entendre, il considère l'article 3 comme adopté.

**Article 4 (ancien article 3):**

Pour: 12 (2 R, 1 PDC, 3 L, 1 UDC, 3 S, 2 Ve)  
Contre: –  
Abstention: –

*L'article 4 est adopté à l'unanimité des votants.*

**Article 5 (ancien article 4):**

Pour: 13 (2 R, 1 PDC, 3 L, 1 UDC, 1 MCG, 3 S, 2 Ve)  
Contre: —  
Abstention: —

*L'article 5 est adopté à l'unanimité des votants.*

**Ensemble du projet de loi:**

Pour: 13 (2 R, 1 PDC, 3 L, 1 UDC, 1 MCG, 3 S, 2 Ve)  
Contre: —  
Abstention: —

Le projet de loi 9832 est adopté à l'unanimité des votants.

## **Projet de loi (9832)**

### **modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Vernier (création d'une zone de développement 3 au lieu-dit « Usine à gaz »)**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
décrète ce qui suit :

#### **Art. 1      Approbation du plan**

<sup>1</sup> Le plan N° 29395-540, dressé par le département de l'aménagement, de l'équipement et du logement le 5 avril 2004, modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Vernier (création d'une zone de développement 3 au lieu-dit « Usine à gaz »), est approuvé.

<sup>2</sup> Les plans de zones annexés à la loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, du 4 juin 1987, sont modifiés en conséquence.

#### **Art. 2      Degré de sensibilité**

En conformité aux articles 43 et 44 de l'ordonnance sur la protection contre le bruit, du 15 décembre 1986, il est attribué le degré de sensibilité III aux biens-fonds compris dans le périmètre de la zone de développement 3.

#### **Art. 3      Opposition**

L'opposition à la modification des limites de zones formée par la Fédération des associations de quartier et d'habitants est rejetée dans la mesure où elle est recevable, pour les motifs exposés dans le rapport de la commission chargée de l'examen de la présente loi.

#### **Art. 4      Dépôt aux Archives d'Etat**

Un exemplaire du plan N° 29395-540 susvisé, certifié conforme par la présidence du Grand Conseil, est déposé aux archives d'Etat.

#### **Art. 5      Entrée en vigueur**

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

DÉPARTEMENT DE L'AMÉNAGEMENT, DE L'ÉQUIPEMENT ET DU LOGEMENT

Direction de l'Aménagement du Territoire      Service des Etudes et Plans d'Affectation

VERNIER

Feuille Cadastreale    34  
Parcelles N° :        2309 , 2330

Modification des limites de zones  
situé à l'angle du chemin de Château-Bloch et du  
chemin Isaac-Anken, au lieu dit "usine à gaz"

- Zone préexistante
- Zone de dév. 3      DS OPB III

PROCEDURE D'OPPOSITION

Adopté par le Conseil d'État le :      Visa :      Timbres :

Adopté par le Grand Conseil le :

<b>Echelle</b> <b>1 / 2500</b>		Date	05.04.2004
		Dessin	MR
<b>Modifications</b>			
Indice	Objets	Date	Dessin

Code GIREC	
Secteur / Sous-secteur statistique	Code alphabétique
43 00 09	VRN
Code Aménagement (Commune / Quartier)	
540	
Archives Internes	Plan N°      Indice
	29'395
CDU	
7 1 1 . 6	

